

Rétrospective →

Assemblée des délégués à Davos : la santé de la police au cœur des débats

Quelque 250 délégués ainsi que des invités issus du monde politique, des autorités et des organisations partenaires se sont réunis à Davos à l'occasion de l'Assemblée des délégués 2026. L'événement a été organisé en collaboration avec l'Association des policiers des Grisons. Sous un magnifique soleil, les délégués ont rejoint Davos à bord d'un train historique au départ de Landquart.

Texte : team rédaction police ; photos : Michael Brooks

Outre les affaires statutaires, l'assemblée a été marquée par plusieurs élections, par les échanges avec le conseiller fédéral Beat Jans ainsi que par les discussions consacrées à la santé et à la charge de travail des policières et policiers.

Continuité à la tête de la Fédération

Les délégués ont reconduit Emmanuel Fivaz, de Neuchâtel, à la présidence de la FSFP pour un nouveau mandat. Le vice-président Gerhard Schaub de Zurich a également été réélu.

Pascal Simmen, chef de la prévention à la Police cantonale de Schwytz, a été élu au Bureau Exécutif. Il succède à Roger Huber, qui quitte l'organe en raison de la limitation statutaire des mandats. Cinq nouveaux membres ont par ailleurs été élus au Comité Central.

Le président Emmanuel Fivaz et les délégués ont salué l'engagement de longue date de Roger Huber en faveur de la Fédération et des professions policières en Suisse. Son action a marqué durablement le travail de la FSFP et contribué à de nombreuses évolutions importantes au fil des années.

Visite du conseiller fédéral Beat Jans

La visite du conseiller fédéral Beat Jans a constitué l'un des temps forts de l'Assemblée des délégués. Le chef du Département fédéral de justice et police a pris le temps d'échanger avec les délégués et a manifesté un vif intérêt pour les préoccupations des policières et policiers. Pour la FSFP, ce dialogue revêt une importance particulière, car de nombreux défis liés au travail policier doivent également être abordés à l'échelle nationale.

La santé devient une priorité

Dans son discours, le secrétaire général Max Hofmann a attiré l'attention sur les charges croissantes qui pèsent sur la profession policière. Ces dernières années, la charge de travail a fortement augmenté dans de nombreux corps de police. Dans le même temps, plusieurs autres sont confrontés à une pénurie de personnel et rencontrent des difficultés à recruter de nouveaux collaborateurs.

À cela s'ajoutent une conciliation toujours plus difficile entre vie professionnelle et vie privée ainsi qu'une diminution perceptible du respect envers les membres des forces de police. Ces évolutions entraînent chez de nombreux policiers et policières une augmentation du stress et du mal-être. « La santé des policières et policiers doit devenir une priorité », a souligné le secrétaire général devant les délégués.

La FSFP prend ces défis très au sérieux. Avec le groupe de travail « Focus Santé », la Fédération a déjà mis en place une plateforme qui analysera en profondeur les contraintes sanitaires et psychosociales liées au métier de policier. Une première enquête auprès des membres a déjà été réalisée et fournit de précieux enseignements pour la poursuite des travaux.



Le conseiller fédéral Beat Jans et le président de la FSFP Emmanuel Fivaz lors de la remise du cadeau.

La FSFP adresse ses sincères remerciements à l'Association des policiers des Grisons ainsi qu'à l'ensemble du comité d'organisation pour l'excellente préparation de l'Assemblée des délégués et de la journée thématique. Grâce à leur engagement, leur hospitalité et leur investissement personnel, nos collègues grisons ont offert aux participants des journées inoubliables à Davos. Les échanges empreints de camaraderie, l'organisation professionnelle et l'ambiance chaleureuse ont une nouvelle fois démontré ce qui fait la force de notre famille policière. Un grand merci pour votre remarquable engagement.

Journée thématique : « Le fédéralisme, un obstacle à la sécurité intérieure ? »

La deuxième journée était entièrement consacrée au fédéralisme. Dans le cadre de cette manifestation, une journée thématique sur la sécurité intérieure a réuni plusieurs hauts représentants de la police, de la Confédération et des autorités de sécurité autour de la question : « Le fédéralisme est-il un obstacle à la sécurité intérieure ? »

Les intervenants étaient :

- Eva Wildi-Cortés, directrice de l'Office fédéral de la police fedpol
- Martin von Muralt, délégué du Réseau national de sécurité Suisse (RNS)
- Marius Weyermann, commandant de la Police cantonale de Zurich
- Pascal Lüthi, directeur de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières (OFDF)

*Martin von Muralt
et Eva Wildi-Cortés
lors de la table ronde.*

Résumé des interventions

Martin von Muralt

M. Martin von Muralt a fait une large et très intéressante présentation générale puis il a détaillé quelques sujets relatifs aux menaces hybrides contemporaines dont il est difficile de rendre compte complètement. Toutefois, le premier intervenant a pu résumer son exposé en citant les atouts du modèle fédéral en cinq points :

- une présence territoriale capillaire des 26 polices cantonales ainsi que des polices communales
- une résilience naturelle car il n'y a pas de point de défaillance unique
- une diversité médiatique et linguistique qui permet une résilience face à la désinformation
- une forte légitimité démocratique et une proximité des citoyennes et citoyens
- la confiance dans les institutions et enfin une expérimentation cantonale, soit un laboratoire de bonne pratique

Il a également mis en évidence cinq faiblesses du système dans la gestion des menaces hybrides :

- notre système est limité face aux menaces hybrides dans le sens où les cycles décisionnels sont trop lents pour la réponse hybride
- les cloisonnements légaux empêchent le partage de renseignements
- l'hétérogénéité extrême des capacités cantonales
- l'absence de doctrine nationale unifiée sur les menaces hybrides
- notre neutralité qui limite les alliances en matière de renseignements



L'enjeu n'est pas de centraliser mais de superposer une couche de gouvernance hybride, activable rapidement et opérationnellement intégrée avec un équilibre à tenir entre une efficacité opérationnelle et la légitimité démocratique.

Avec cette question qui a été posée : comment améliorer cette organisation, qui doit bouger ? Selon Martin von Muralt, c'est nous tous en réseau. Une menace hybride demande une réponse hybride, mais la balle est d'abord dans le camp des autorités civiles.

Eva Wildi-Cortés

La directrice de fedpol ouvre la discussion par une citation bien connue : « It takes a network to stop a network. » Cette phrase ne laisse aucun doute sur sa conviction. Pour elle, le fédéralisme est une force.

Eva Wildi-Cortés défend et valorise notre système sans la moindre hésitation, et son enthousiasme est communicatif. Aucun reproche, aucune critique. Même lorsque, lors de la discussion finale, certains tentent de mettre en évidence des faiblesses ou, du moins, de soulever des points critiques, elle reste ferme. Selon elle, le fédéralisme doit évoluer en permanence, les compétences doivent être clarifiées et les priorités définies conjointement. Une chose demeure toutefois évidente à ses yeux : le fédéralisme est une force.

Elle commence par présenter les missions de fedpol en tant qu'autorité policière centrale de la Confédération. Celles-ci comprennent la lutte contre la criminalité organisée et les infractions économiques et financières graves, la coopération policière nationale et internationale, le développement et l'exploitation des systèmes d'information nationaux, ainsi que la protection des personnes et des bâtiments relevant de la responsabilité de la Confédération. Mais l'objectif reste toujours le même : la sécurité.

« L'objectif reste toujours le même : la sécurité. »



Laurent Favre, à gauche, qui quitte le Comité Central, reçoit un cadeau d'adieu des mains d'Emmanuel Fivaz.

La directrice cite plusieurs exemples actuels et concrets pour illustrer l'efficacité de la coopération fédérale. Elle évoque notamment les affaires d'extorsion accompagnées d'attentats à l'explosif à Genève en 2025, une affaire de blanchiment d'argent et de trafic de stupéfiants à Lucerne en 2024, ainsi que l'enquête en cours concernant une série de vols de véhicules de luxe.

Le succès de telles enquêtes serait impensable sans la collaboration entre les cantons et la Confédération. Chaque niveau apporte ses propres missions, ses forces et ses compétences spécialisées. Le fédéralisme dans le domaine policier fonctionne bien et demeure irremplaçable.

Les corps de police cantonaux constituent à cet égard la principale force policière du pays. Ils connaissent la réalité du terrain, sont en contact direct avec la population et identifient rapidement les problèmes émergents. fedpol se concentre pour sa part sur la criminalité transfrontalière et sur la coordination des différentes autorités policières. Alors que les polices cantonales et communales sont responsables de la sécurité publique, fedpol assume la responsabilité de la sécurité intérieure.

Le fédéralisme est un atout et un instrument efficace qu'il convient d'exploiter au mieux afin de garantir la sécurité de la Suisse. Les compétences doivent continuer à évoluer, souligne la directrice.

Il s'agit de définir ensemble les priorités et d'assurer un échange d'informations fluide, continu et rapide. À ce sujet, elle fait référence à POLAP ainsi qu'à la stratégie nationale de lutte contre la criminalité organisée.

Les organisations criminelles ne sont pas des structures figées. Elles se transforment et se développent constamment, modernisent leurs méthodes et coopèrent de plus en plus entre elles. Seule une collaboration étroite permet aux autorités d'agir efficacement et d'atteindre leur objectif commun : la sécurité et la justice.

Un autre aspect essentiel de la lutte contre la criminalité organisée est la sensibilisation. Son importance ne doit pas être sous-estimée. De nombreux signaux d'alerte doivent être identifiés. Les autorités présentes sur le terrain doivent être en mesure de les recon-

naître, tout comme la population. La criminalité organisée n'est plus un sujet tabou. Elle nous concerne directement et produit des effets tangibles sur notre société.

Eva Wildi-Cortés est convaincue que la Suisse est sur la bonne voie.

Marius Weyermann

«La police sait faire du fédéralisme», a déclaré Marius Weyermann lors de l'Assemblée des délégués de la FSFP à Davos. Selon lui, le système suisse a démontré pendant des décennies que des corps de police aux structures, ressources et bases légales différentes sont capables de collaborer avec succès. Les grands événements comme les enquêtes complexes montrent régulièrement que la coopération fonctionne au-delà des frontières des corps de police et des cantons.

Marius Weyermann a souligné que le fédéralisme tient compte des réalités géographiques, culturelles et sociales propres à la Suisse. Entre des centres urbains comme Zu-

rich et des régions rurales, les défis ne sont pas les mêmes partout. Il est donc nécessaire de mettre en place des solutions adaptées aux besoins locaux.

En prenant l'exemple du canton de Zurich, le commandant a mis en évidence la complexité de cette coopération. Aux côtés de la police cantonale, deux polices municipales et 36 polices communales contribuent à assurer la sécurité. Une formation commune, des procédures d'intervention coordonnées, un équipement harmonisé et une répartition claire des compétences sont essentiels au bon fonctionnement de ce système.

Marius Weyermann estime toutefois qu'il est nécessaire d'aller plus loin dans certains domaines. La lutte contre la criminalité numérique, en particulier, pousse même les plus grands corps de police à leurs limites. Les compétences doivent donc être davantage mises en commun, les données mieux analysées et les évaluations de situation harmonisées à l'échelle nationale. Il est également indispensable de disposer de bases légales solides et d'ouvrir un débat transparent sur le financement des prestations communes.

Sa conclusion est sans équivoque : le fédéralisme demeure l'une des forces du paysage policier suisse. Pour qu'il le reste, il faut toutefois des partenariats solides, une confiance mutuelle et une réelle volonté de collaborer au-delà des frontières des corps de police et des cantons.

Le dîner de gala s'est déroulé à la Schatzalp par un temps magnifique.



Pascal Lüthi

Monsieur Lüthi nous a donné son point de vue en sa qualité de directeur de l'Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières OFDF mais pas que, puisqu'il a précisé que cela fait 30 ans qu'il œuvre pour la sécurité en Suisse. Pour Pascal Lüthi le fédéralisme n'est pas un obstacle à la sécurité mais il ne protège pas de tout, on doit faire avec, il fait partie de nos vies. À la création de la Suisse moderne en 1848, le problème du fédéralisme s'était déjà posé, comment surveiller les frontières? Quelques décennies plus tard, a été créé le corps des gardes-frontière. Pendant les deux guerres mondiales, entre pragmatisme, droit et compétences, les corps de police, l'armée et le CGFR ont su collaborer. Puis il y a eu l'accord de Schengen, les cantons ont dû s'adapter.

Pour Pascal Lüthi, c'est le moment propice pour ouvrir un dialogue entre Confédération et cantons. L'initiative, selon lui, doit venir des cantons si on veut respecter le fédéralisme. La question qui se pose est celle des compétences et le fédéralisme justement permet de poser ce genre de questions.

Table ronde

À la fin des exposés, Adrian Plachesi a animé une table ronde. L'attentat terroriste qui venait de se dérouler à Winterthour ZH a permis une discussion concrète à propos du fédéralisme en particulier à propos de la diffusion des renseignements. Si le terroriste avait agi ailleurs que dans son canton de domicile, la police concernée n'aurait rien su de ses antécédents ... L'occasion pour le commandant de la police cantonale de Zurich d'appeler à la création d'une plate-forme nationale d'échanges d'informations comme il le fait, en vain, depuis plusieurs années. Et c'est d'ailleurs là le problème! Tout le monde veut un échange d'informations que ce soient les gens du terrain ou du commandement mais il manque la volonté du monde politique, entre

les autorités des cantons et de la Berne fédérale. Il faut une saine impulsion loin de l'esprit de clocher. Il y a une motion qui a dix ans d'âge mais tout avance lentement et le chemin est ardu. Les autorités doivent mettre en avant les besoins et tirer toutes à la même corde.

Martin von Muralt constate que l'on vit dans un système de beau temps que ce soit point de vue finances et situation géographique. Cela veut dire que l'on est très riche mais aussi très faible face aux nouveaux défis. On devrait mettre nos ressources en commun mais c'est le contraire qui se passe, chacun se ferme.

Pascal Lüthi considère que ce n'est pas la centralisation qui est la question, mais trois de ses aspects, les attentes, la mission et les ressources qui ne sont pas alignées.

Où intervenir pour combler les lacunes? Les attentes ne dépendent pas de nous. En ce qui concerne les ressources on doit faire avec. Mais il y a le problème de la mission, à savoir les lois qui doivent être adaptées. Martin von Muralt a renchéri en affirmant qu'il est plus difficile de trouver un accord entre les sept



Voir la galerie photo

départements fédéraux qu'entre les 26 cantons. Autre problème au niveau fédéral: un énorme défi pour définir les priorités.

Selon les participants de l'AD qui parlent d'expérience, il y a beaucoup de doublons mais rien ne se fait, on se passe la patate chaude. Mais, au final, le fédéralisme est une bonne chose.

Y a-t-il des propositions pour faire bouger les choses: selon M. von Muralt, il faut trouver des collaborations agiles, faire intervenir les cantons par le biais de leur députation, passer à la vitesse supérieure. Les autorités ont des compétences, le monde politique en a d'autres, à chacun son travail, et après ceux qui décident doivent le faire une fois que le projet est ficelé. En résumé, il faut tirer à la même corde et fixer ensemble les priorités! ←